



Un revenu minimum au niveau européen ?

- 85 millions d'Européens sont menacés de pauvreté.
- Les salaires minimums divergent grandement d'un Etat à un autre.
- Les députés européens ont débattu d'une directive-cadre fixant des normes en matière de revenu minimum.

Un Européen sur six est menacé de pauvreté. La crise fragilise les personnes les plus exposées comme les chômeurs ou les travailleurs les moins qualifiés. Pour les aider, les députés européens envisagent la création d'un revenu minimum européen. Pour préparer un rapport sur le sujet, ils ont débattus avec des membres de la société civile.

En Europe, le salaire mensuel minimum varie entre 1 641 € au Luxembourg et 123 € en Bulgarie. Il reflète tant le niveau de vie d'un pays que le système de protection sociale mis en place. Un revenu minimum au niveau européen pourrait-il aider à lutter contre la pauvreté ?

Si la question se pose avec autant d'acuité aujourd'hui, c'est que la crise a augmenté la pauvreté en Europe. Pour l'Italien Sergio Cofferati (Socialistes et démocrates), un revenu minimum serait un bon instrument pour protéger les plus exposés, comme les chômeurs. En effet, si certains Etats ont beaucoup investi pour réduire le choc de la crise, d'autres ne l'ont pas fait du tout. « *Les ministres des finances aggravent la situation sociale et portent atteinte à la réduction de la pauvreté* », s'insurge la Française Pervenche Bérès (Socialistes et démocrates), présidente de la commission de l'emploi et des affaires sociales.

« La pauvreté est une violation des droits de l'homme »

La Portugaise Ilda Figueiredo (Gauche unitaire européenne) prépare un rapport sur un revenu minimum européen. « *Il n'est besoin de changer le monde, mais on peut le faire avancer un peu* », explique-t-elle, pragmatique. Pour lutter contre la pauvreté, cette « *violation des droits de l'homme* », elle propose de ne pas se limiter à un simple salaire minimum mais de garantir un ensemble de revenus minimums, incluant l'accès à des services de base comme la santé et l'éducation. Cela devrait s'appliquer à tout âge de la vie et être adapté à chaque pays.

Au nom de la Confédération européenne des syndicats, Henri Lourdel s'est prononcé en faveur d'une telle approche. « *Nous créons des emplois en Europe mais ils se caractérisent par des conditions de plus en plus précaires. (...) Il faut un instrument financier pour garantir la dignité [de chacun]* », plaide-t-il.

Face à lui, BusinessEurope, fédération d'employeurs européens représentée par Rebecca Smith, rappelle que l'emploi est un prérequis nécessaire pour lutter contre la pauvreté : « *La flexicurité doit être au cœur de toute stratégie. (...) Si nous augmentons la croissance de 1 à 2 % en Europe, cela créera 6,5 millions d'emplois* ». Une analyse critiquée par Roshan Di Puppò qui, au nom d'organisations non gouvernementales, soutient que la croissance en elle-même n'a jamais réduit la pauvreté.

L'idée d'un revenu minimum européen fait-elle son chemin ? En tous cas, les obstacles pourraient s'avérer nombreux. Car au-delà des débats politiques au Parlement européen, la proposition pourrait être bloquée par les Etats membres au sein du Conseil, met en garde la Britannique Elisabeth Lynne (Alliance des libéraux et des démocrates).

La proposition de rapport d'Ilda Figueiredo sera débattue le 24 avril, puis votée en commission parlementaire en juin. Il faudra ensuite qu'elle soit adoptée en séance plénière pour devenir la position officielle du Parlement européen.

Pauvreté en Europe

- 17 % des Européens sont menacés de pauvreté, c'est-à-dire qu'ils vivent avec moins de 60 % du revenu médian dans leur pays.
- 8 % des travailleurs européens sont des « travailleurs pauvres » - ils sont menacés de pauvreté malgré le fait qu'ils ont un travail.
- Les mécanismes de protection sociale ont réduit de 32 % la pauvreté en Europe.